

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°91 – mardi 30 novembre 1999.

75 000 PERSONNES

Dans ce numéro

En bref...

Le succès des manifestations (France entière, Genève, Bruxelles et Stockholm) celui, prévisible, de celles qui se déroulent aujourd hui à Montréal, Oslo ou Seattle etc., est un premier pas. Le Round va débuter sous haute surveillance et nous devons tous le surveiller (voir Aujourd hui). En France OGM et autres luttes sont toujours de rigueur : les chômeurs et précaires le 11 décembre, les salariés d une des plus grosses banques françaises le 30 novembre. Rien n est encore acquis. Ce sont la vitalité des groupes locaux <http://attac.org/fra/asso/doc/doc04photo.htm>, leur imagination (voir Cartes de voeux) et les propositions développées par ATTAC qui permettent de proposer un autre monde possible au milieu des revendications d actualité. C est ce qu était venu dire Denis Pingaud à La Ciotat en nous présentant les propositions de Médecins Sans Frontières. (voir Salut à ATTAC)

75 000 personnes dans la rue contre l'OMC

Les manifestations contre le Cycle du millénaire de l'OMC, auxquelles appelaient ATTAC, la Confédération paysanne et la Coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC, rejointes par des centaines d'associations et syndicats, ainsi que par des partis, ont connu un grand succès dans toute la France. En tout, plus de 75 000 manifestants dans 80 villes.

Le pari n'était pas gagné d'avance, tant l'objectif pouvait paraître abstrait : un audit d'une organisation internationale, le bilan de 5 ans de libéralisation, un moratoireS La preuve est faite que les citoyens sont parfaitement capables de s'approprier des mécanismes qu'on leur avait présentés comme réservés aux spécialistes, et qu'ils sont disposés à descendre dans la rue pour témoigner de leurs convictions. Le message d'ATTAC - " comprendre pour agir " - est parfaitement passé, et il laisse entrevoir, pour l'avenir, des mobilisations d'encore plus grande envergure contre tous les aspects de la dictature des marchés.

Les manifestations ont parfois pris des formes originales : de la visite inopinée à la résidence du directeur général démissionnaire du FMI, M. Michel Camdessus, à Bayonne, à l'érection, à Rennes, d'un " mur de la mondialisation " dûment abattu par les manifestants. Beaucoup d'entre elles se sont poursuivies spontanément par des discussions avec les passants, avec les consommateurs dans les cafés. Une " ambiance " et un " style " ATTAC, combinant convivialité, imagination et pluralisme, au service d'un combat sans concessions contre le néolibéralisme, semble bien en train d'apparaître.

Dans certaines villes, les comités locaux font état de rassemblements sans précédent depuis des années : au Puy-en-Velay, 100 personnes ; à Manosque, 600 personnes; à Bourges, 500 personnes ; à La Rochelle, chiffre impressionnant, 2 500 personnes se sont retrouvées au coude-à-coude contre les



prétentions de l'OMC. A Narbonne, le comité ATTAC, qui s'est investi dans la solidarité avec les victimes des inondations, a réuni 150 personnes, malgré les circonstances. A La Réunion, 300 personnes ont manifesté à Saint-Pierre et Saint-Denis.

Dans certaines métropoles régionales, les manifestations ont été imposantes : 5 000 personnes à Marseille ; 4 000 à Toulouse ; 3 000 à Lyon et à Nantes ; 2 000 à Bordeaux, à Grenoble et au Mans, etc. A Paris, le cortège parti de la Bourse pour aboutir à la Bastille, a rassemblé 20 000 personnes.

On a pu noter, dans la plupart des rassemblements, la présence d'élus européens, nationaux (dont ceux du comité ATTAC de l'Assemblée nationale) et, surtout, locaux. Presque partout, des délégations ont été reçues dans les préfectures et sous-préfectures, des pétitions déposées, des appels aux élus rédigés.

On espère que le grand succès de cette journée donnera à réfléchir au gouvernement et au commissaire européen Pascal Lamy (" L'homme qui dit oui ", pour reprendre l'expression d'une pancarte d'un comité ATTAC parisienS). Ils doivent savoir que la vigilance des citoyens qui se sont mobilisés ne va pas se relâcher dans les jours, semaines et mois à venir.

A l'initiative d'ATTAC, une concertation va s'engager entre toutes les organisations parties prenantes aux actions du 27 novembre pour déterminer les prochains axes de lutte, au vu de l'ordre du jour qui sera (ou ne sera pas..) adopté par la conférence ministérielle de l'OMC. Les grandes lignes en seront présentées dans la soirée du 15 décembre à Paris, à l'annexe de la Bourse du travail, en même temps que le compte rendu des délégations présentes au contre-sommet de Seattle.

La radio à l'écoute

1) Eberhardt Wittich :
Voici le contenu de mon intervention auprès de France-Inter :
« Je trouve inadmissible la manière dont vous avez traité le sujet de la manifestation anti-OMC de cet après-midi. J'ai écouté hier vendredi 26 à 18 h, aujourd'hui samedi 27 à 13 h que vous disiez que les paysans de la Confédération Paysanne + une participation de la FNSEA étaient à l'origine de la manif. C'est faux. L'organisateur est ATTAC. J'ai l'impression que vous ne voulez pas que l'ensemble des citoyens se sentent concernés par les graves atteintes aux droits humains qui sont en discussion à Seattle sous la pression des multinationales. Pourquoi ne faites-vous pas mention des enjeux qui vont mettre des 100.000er de citoyens dans la rue cet après-midi ? Recevez-vous des pressions pour ne pas parler d'ATTAC (je n'en suis pas membre, mais je suis informé comme vous ! qu'ils organisent depuis des mois cette grande manif nationale du 27 novembre) ? En écoutant vos infos sur ce thème qui dérange les multinationales et nos petits technocrates, j'ai l'impression d'être revenu au temps de Mon Général.
Sachez que je ne suis à la solde de personne pour vous écrire ; j'ai seulement trouvé révoltant la manière dont vous traitez ce sujet. »

2) En contre-point et pour montrer que les ondes ne sont pas les mêmes, voici, extrait de l'émission Bruits du monde sur France Culture samedi 27 novembre 12h, ce que l'on a pu entendre dans le poste :
Jacques Cossart :
« Qui aurait dit il y a seulement un an que le sigle OMC susciterait en France autant de réactions - de réactions hostiles s'entend – que celles que provoque le sigle FMI EN Amérique Latine ou en Asie ?
(La) visibilité nouvelle d'organismes internationaux qui préfèrent d'ordinaire agir dans la discrétion sinon l'opacité constitue incontestablement une avancée de la démocratie. Les citoyens désormais mieux informés ont conscience que c'est au sein de ces organisations que se prennent les décisions qui structurent le monde.
Ils réclament des comptes. Ils ne se satisfont pas de l'argumentation simpliste que ces organisations sont démocratiques au motif que tous les états ou presque y sont représentés. Car on sait très bien que certains états sont plus égaux que d'autres.
Par ailleurs, les discussions de fonctionnaires et de ministres dans des réunions à huit clos et aux procédures inconnues du public ne sont pas des modèles de fonctionnement dont devraient se prévaloir des gouvernements invoquant par ailleurs la transparence.
Qui, par exemple, contrôle les prises de positions du représentant français au FMI ? Le ministère des finances et lui seul. Le parlement étant tenu dans l'ignorance. Et l'on sait à quel point les décisions du FMI sont cruciales pour de nombreux pays.
Qui, toujours en France, s'est donné la peine d'expliquer aux électeurs et mêmes aux élus que l'OMC mise en place à Marrakech en 1994 était dotée de pouvoirs discrétionnaires à partir de règles du jeu proprement aberrantes ?
Il a fallu attendre l'été dernier avec l'affaire du bœuf aux hormones et les réactions qu'elle a



entraînées chez les paysans de l Aveyron pour que l opinion en prenne conscience : L Europe n a-t-elle pas été condamnée à payer plus de 100 millions de dollars parce qu elle refusait d importer d Amérique du nord de la viande hormonée, une viande qu elle s interdit elle-même de produire.
En règle générale, on paye ce que l on achète. Avec l OMC, on paye aussi ce que l on ne veut pas acheter…
On comprend donc que partout dans le monde, des milliers d associations, de syndicats, d organisations de consommateurs et de mouvements citoyens exigent un audit du fonctionnement de cette institution.
On comprend aussi que, avant de s engager dans une nouvelle dose de libération tous azimuts, ils demandent le bilan des 5 années écoulées depuis la naissance de l OMC.Ce bilan était explicitement prévu dans les accords de Marrakech.
Il s agit là de revendications de simple bon sens. Et pourtant, la commission de Bruxelles, tout comme les gouvernements des 15 pays de l U.E. dont celui de Lionel Jospin se sont obstinément refusés à le dresser !
Ce refus devrait mettre la puce à l oreille car si le bilan en question était positif, ne constituerait-il pas la meilleure propagande possible pour les libéralisations supplémentaires que l on veut nous imposer ?
Si les décideurs se privent sciemment d une telle carte, c est qu ils savent parfaitement qu elle serait contre-productive. Le bilan de la mondialisation ultralibérale dont le libre-échange promu par l OMC est l un des piliers, ressemblerait plutôt à un acte d accusation. Il suffit de lire les rapports de la banque Mondiale, du C.N.U.D. et de la CNUCED. pour constater que les inégalités sont allées en augmentant, aussi bien entre les nations qu au sein même des nations.
Alors pourquoi tant d acharnement à poursuivre dans une voie aussi calamiteuse?
Puisque, ni Pascal Lamy – le commissaire européen chargé du commerce – ni notre nouveau ministre des finances – Christian Sautter – n ont encore fourni de réponse argumentée à cette question toute simple, ils ne devront pas être surpris que l on continue à la leur poser, aujourd hui dans la rue, comme demain à l assemblée et dans les médias qui n ont pas encore renoncé au devoir d irrespect envers tous les pouvoirs.»

(dans le prochain Courriel, la fin de l émission donnant la parole à Nicolas Philibert, un des présidents de la société des réalisateurs de films, et qui revenait de Bastia, où s était tenu le forum mondial des cinéastes autour de l exception culturelle…) A suivre…

Arlette Fétat, Rédactrice journal@attac.org

Aujourd hui

Hier déjà 75 000 personnes se sont retrouvées ensemble dans la rue dans plus de 70 villes en France. Des photos des manifestations sont à votre disposition sur le site Internet.
http://attac.org/fra/asso/doc/doc04photo.htm
Ces pages se complèteront au fur et à mesure. Elles témoignent déjà de la multiplicité des cortèges, de la bonne humeur qui les a caractérisés, de l énergie et de l imagination déployées par tous pour faire de cette journée un événement exceptionnel. Celui-ci dépasse largement le cadre de nos frontières et celui des revendications qui ont réuni des dizaines d organisations différentes pour faire du développement de tous les pays, du partage des richesses, de l accroissement des échanges profitant aussi bien aux producteurs qu aux commerçants, à l environnement, aux consommateurs, le centre de propositions concrètes.

A Genève plusieurs milliers (5 000 selon les organisateurs / 3 000 selon la police) de manifestants ont défilé devant le siège de l OMC. Des paysans ont du reste planté un pommier dans le jardin de l organisation. « Quelque chose de différent est entrain de se passer » Christophe Darbellay, l un des organisateurs, devant le nombre et la diversité d organisations différentes.

A Bruxelles, à Stockholm aussi les manifestations se sont succédées. A Oslo c est aujourd hui à 18h00 que cela se déroule. Au même moment à Seattle dans une ambiance électrique et chamarrée, intéressante, conviviale, d après les personnes d ATTAC qui s y trouvent, ce sont des dizaines et des dizaines de milliers de manifestants, des centaines d organisations, qui se préparent à défiler.

Au Québec c est une semaine d activités qui s est ouverte le 27 novembre et qui s achèvera le 3 décembre. Pour plus d informations quebec@attac.org ou http://altern.org/attacqc/semaine.htm

Ce sont 1449 organisations de plus de 89 pays différents qui ont signé l appel à moratoire de la société civile initiée par « Friends of the Earth » http://www.antenna.nl/foei/campaigns/indexwto.html



Des milliers de personnes, des centaines de personnalités en France, en Belgique, en Italie, dans presque tous les pays d Europe ont déjà signé la pétition « L International du capital triomphe. Celle des citoyens aspire à naître »
www.etats-generaux.org

Le monde n est pas une marchandise. Le capitalisme fait des ravages, ravageons le capitalisme. Non à la dictature des marchés, oui à l épargne éthique. OMC, tu nous fais crever. Peuples du Sud maintenus en état de survie. C est l OMC qu il faut attaquer, pas les sans-papiers qu il faut matraquer. OMC Danger. Le FMI c est l ennemi, l OMC sa fiancée. Le pouvoir aux citoyens, pas au marché. Un autre monde est possible. L éducation n est pas une marchandise. Oui au développement humain durable. Ont déclarés les manifestants du nord au sud jusqu à la Réunion, de l est à l ouest jusqu à Brest et Quimper. Ils seront repris aujourd hui à Seattle car comme le déclarait José Bové à Seattle dimanche, ce n est pas « contre le peuple américain ».

Et comme le dit Arlette Fétat dans l un de ses articles : « Il ne faudrait pas croire que tout se termine après les manifs. Au contraire : OMC Danger ! Tout commence ! »

« Nous voulons faire capoter l OMC comme on l a fait pour l AMI » expliquait Jean Luc Amar à Marseille, samedi.

Vous pourrez suivre les développements de ce qui se déroule à Seattle au jour le jour sur les sites suivants :
http://www.wtowatch.org/multimedia/
http://www.indymedia.org/
et en anglais, espagnol et français sur « Bridges Daily Update »
http://www.ictsd.org/wto_daily/index.htm

Laurent Jésover, rédacteur
journal@attac.org

ATTAC n est pas à vendre.

NON, MESSIEURS PASQUA ET DE VILLIERS, ATTAC N'EST PAS A VENDRE !

Le vendredi 26 octobre, Attac Rhône et la Confédération Paysanne organisaient un débat à Villefranche après la projection du film "Millennium Round : chronique d'un chaos annoncé"

Le débat battait son plein quand une jeune femme prend la parole et annonce tout de go : "Je suis l'attachée parlementaire de Florence Kuntz, députée européenne élue sur la liste Pasque De Villiers et Vice-Présidente du groupe Attac du Parlement européen..." "Pouvez-vous, s'il vous plaît Madame, répéter vos propos ?" lui demande le président d'Attac Rhône. Et elle répète !

NON, Madame Florence Kuntz n'est pas vice-présidente du groupe Attac du Parlement européen. Pas plus qu'elle n'est adhérente de l'association Attac.

Madame Florence Kuntz est vice-présidente d'un intergroupe parlementaire dont le titre est "taxation des mouvements de capitaux, fiscalité et mondialisation". Un intergroupe, qui comme tous les autres, est ouvert à tous les députés du parlement européen. Un intergroupe qui n'est pas le comité Attac du Parlement qui compte lui 45 députés dont aucun du RPF !

Non seulement Madame Florence Kuntz tente de phagocyter Attac devant 170 citoyens, mais plutôt que de la faire elle-même, elle envoit au casse pipe son attachée parlementaire !

Belle leçon de courage et de transparence politique !

Jean-Luc Cipière, président d'Attac Rhône
rhone@attac.org

OGM – Actions.

« Mais finalement, tous ces Nostradamus du tube digestif, ces rapaces de mauvaise augure, ces « Monsieur catastrophe » de la plume savent-ils au moins de quoi ils parlent » écrit Daniel Eric Marchand dans le n°89 de « Sesam Info » publié par Unigrains, Céréaliers de France. Avec deux mille signes et quelques dessins humoristiques il prétend donc en expliquer des choses. Pour preuve il conclut : « C est pour cela qu il faut laisser scientifiques et acteurs de la filière expérimenter et avancer pour le meilleur profit, à terme, du consommateur ». Ben voyons ...

Mais allons plus loin, plus sérieusement. Le Forel sur les OGM s achève qui aura réuni durant deux sessions de 6 semaines des citoyens et des scientifiques pour une discussion, des échanges d information, des explications et la mise au point d actions concrètes.

Nicole Thiers, d abord dans un groupe de sensibilisation et d initiatives autour de ces enjeux en relation avec la préparation du Millennium Round, maintenant avec certains groupes locaux d Ile de France, a mis sur pied



quelques actions de sensibilisation. Ce sera d'abord quelque part dans le XIXième arrondissement de Paris à 11h00 le 04 décembre. Ensuite le 18 décembre dans le XXième arrondissement cette fois-ci.

Pour plus d'Informations, merci de contacter consommaction-attac95@attac.org (Véronique Gallais)
Ou par téléphone :
Philippe, 01.40.09.78.65
Nicole, 01.42.45.84.48

Cartes de voeux

Pour la fin de l'année, pensez à envoyer des cartes de voeux tout en faisant connaître ATTAC et circuler l'Information, en jouant avec vos correspondants.

- Si vous choisissez le dollar, ils vous croiront à Seattle, en train de manifester devant l'OMC, pour un contrôle citoyen.

- Si vous préférez les 20 francs, croyant remonter le temps et s'éloigner de leur retraite, ils s'informeront sur les fonds de pension (pièges à cons!)

- Si vous êtes romantico-écolo, offrez leur un bouquet exotique d'Afrique Centrale (alerte: non, aux brevets sur le vivant, au pillage des pays du Sud)

- Si vous choisissez le billet belge sur la citoyenneté, ah la bonne blague!

- Si vous voulez qu'ils vous croient dans la féerie d'un palais des mille et une nuits, pendant qu'ils s'enfoncent dans la neige, choisissez la carte sur la taxe Tobin!

- Si vous préférez qu'ils vous croient en ex-Yougoslavie participant à un projet humanitaire, choisissez la carte sur la suppression des paradis fiscaux!

- S'ils vous doivent des sous, envoyez donc la carte sur 'l'annulation de la dette"

- Si vous voulez tout simplement leur dire que vous êtes adhérent d'ATTAC, envoyez leur la carte n°1 sur notre association.

Les cartes sont numérotées et forment un début de collection à enrichir. Elles sont le fruit d'un travail collectif, permettent de faire circuler l'information, et de financer les groupes locaux. Elles sont disponibles à la permanence d'attac-rhone, tous les Samedi. Et elles sont plutôt jolies. On peut les commander à Geneviève Walter rhone@attac.org

Plusieurs luttes

1- A l'initiative de AC ! APEIS et MNCP, le 11 décembre une manifestation aura lieu.

Si la croissance est bien là, elle bénéficie peu aux millions de personnes (et leur famille) qui sont sans emploi ou avec un emploi précaire et dont beaucoup vivent encore avec un revenu en dessous du seuil de pauvreté (3800 FF).

En effet dans notre pays chaque jour, nombreuses sont les personnes qui ne pouvant se nourrir et se vêtir correctement, sont obligées de solliciter les associations caritatives. Nombreuses sont les personnes qui ne peuvent régler leur loyer, leurs factures d'eau, d'électricité, de téléphone, leur taxe d'habitation, qui ne peuvent pas payer la cantine, le voyage scolaire, les vacances de leurs enfants, qui ne peuvent accéder au minimum de culture et de loisirs.

De plus, parmi elles, beaucoup doivent subir les retards de paiement, les tracasseries administratives, la honte d'avoir trop souvent à demander, l'humiliation causée par des remarques et attitudes culpabilisantes.

Avant le 1er janvier 2000 nous demandons un fort relèvement des minima sociaux (une personne au RMI touche 2200 FF / mois) et la mise en oeuvre d'une politique assurant à tous (y compris au moins de 25 ans) un revenu minimum permettant de vivre décemment.

Le samedi 11 décembre, nous organisons avec de nombreux autres mouvements associatifs, syndicaux et politiques, une manifestation pour exprimer collectivement et massivement cette revendication.

Nous espérons que vous pourrez vous joindre à nous. Nous vous demandons dès maintenant de vous associer à notre action en nous apportant votre soutien, concourant à plus de justice sociale.

Pour apporter votre soutien :
Tel : 01.40.03.90.66 / fax : 01.40.03.90.67
fede@mncp.sgdg.org

2- Manifestation à Périgueux "Le bon sens doit rester près de chez vous" à l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT et FO



Mardi 30 novembre 1999 à Périgueux (24), allées Tourny, grande manifestation à l'appel des salariés des banques AFB et du Crédit Agricole contre les projets patronaux d'annualisation et pour la défense de l'emploi.
Les salariés du Crédit Agricole Charente-Périgord, en grève depuis le 16 novembre, manifesteront leur rejet des propositions d'une direction dont la seule ambition est de supprimer 70 emplois sur 2 ans, de fermer à nouveau des points de ventes (17 fermetures en 1999 sur 110) et d'accélérer ainsi la désertification et la déshumanisation de nos régions.

Réunis en intersyndicale CGT.CFDT.FO, les salariés du crédit agricole Charente-Périgord exigent la mise en place d'un accord de réduction du temps de travail, sans annualisation, créant de l'emploi ici et maintenant. Le Crédit Agricole a les moyens et le devoir de participer à la lutte contre le chômage. (1998 : 15 milliards de bénéfices)

Se battre aujourd'hui pour un bon accord sur les 35 heures, c'est refuser de voir se dégrader les conditions d'accueil et de service à la clientèle et les conditions de travail du personnel, c'est refuser les orientations néfastes du Crédit Agricole qui pompe l'épargne des ménages dans nos régions, pour alimenter des fonds spéculatifs européens voire américains.

Ce conflit, et cela a été compris par l'ensemble des autres caisses régionales qui nous soutiennent, n'est pas uniquement Périgourdin-Charentais. Il est devenu le symbole du combat des 70 000 salariés du groupe Crédit Agricole contre les orientations dangereuses de ses dirigeants irresponsables.

Pour que vive ce symbole, pour continuer cette lutte, qui entre dans sa troisième semaine, les grévistes, dont un grand nombre de jeunes BAC+3 payés au S.M.I.C, ont besoin d'urgence d'un fort soutien :

- Financier : Chèque à l'ordre de l'Intersyndicale CGT.CFDT.FO - Monsieur ANSONNAUD 7 rue Basse Lavalette 16000 ANGOULEME

-Messages de sympathie :
Fax : 05.45.20.47.45
e-mail : greviste.crcp@worldonline.fr

En vous remerciant au nom des salariés pour l'attention que vous voudrez bien porter à ce message.

L'Intersyndicale CGT.CFDT.FO.

P.S : pour nous joindre 06.85.42.46.98 ou 06.81.53.04.43 ou 06.08.63.41.09

Salut à ATTAC

Discours prononcé par Denis Pingaud, membre de Médecins Sans Frontière, organisation Prix Nobel de la Paix 1999, invité à l'assemblée générale d'ATTAC à La Ciotat. (MSF n'est pas adhérent à ATTAC)

Salut de Médecins sans frontières à Attac (samedi 24 octobre 1999)

Chers amis,

Au nom de tous les Médecins sans frontières, je voudrais vous adresser un salut amical et chaleureux. J'espère que vos assises seront l'occasion à la fois d'approfondir et de populariser les idées que vous défendez.
Je profiterai de ces quelques minutes d'intervention pour évoquer un sujet qui est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures de MSF : la très grande majorité de la population des pays pauvres est aujourd'hui privée d'un accès aux médicaments essentiels, autrement dit aux médicaments qui sauvent la vie.

Il faut savoir, par exemple, que les maladies transmissibles connues, comme la tuberculose ou le sida, ou moins connues, comme la maladie du sommeil, tuent 17 millions de personnes par an dans le monde, dont la moitié dans les pays pauvres. Or, un très grand nombre de ces vies pourrait être sauvées si les possibilités d'accès aux traitement de ces maladies répondaient à une autre logique que la pure logique commerciale.

Médecins sans frontières a lancé, depuis quelques mois, une campagne internationale pour faciliter l'accès des populations défavorisées aux médicaments essentiels. Et nous entendons bien profiter de notre statut de Prix Nobel de la Paix pour forcer les décideurs publics et privés à envisager un nouveau système de régulation du commerce du médicament.

Plus concrètement, de quoi s'agit-il ? De changer des règles explicites ou implicites qui se traduisent par deux conséquences dramatiques :

- d'une part, la recherche et le développement sur le traitement de maladies transmissibles spécifiques aux pays pauvres est quasiment abandonnée par les trusts pharmaceutiques, parce que ces médicaments ne sont pas



rentables faute de demande solvable ; entre 1975 et 1997, sur plus de 1 200 nouveaux médicaments commercialisés dans le monde, 11 seulement visaient le traitement d'une maladie tropicale ; en d'autres termes, la logique du marché conduit à dépenser, en recherche et développement, des milliards de dollars pour la Viagra et 0 centime pour mettre au point de nouveaux traitements contre le malaria qui tue 1 800 000 personnes par an ;

- d'autre part, le fait que la production et la commercialisation de médicaments obéissent à la seule logique du marché les rend inaccessibles à la très grande majorité des malades des pays pauvres ; peut-être avez-vous lu, cette semaine dans la presse, le récit de Rebecca, cette gamine kenyane atteinte d'une tuberculose aiguë et soignée à l'hôpital de Homa Bay, par Arnaud, médecin sans frontières ; au bout de cinq jours de traitement, Rebecca a disparu de sa chambre ; sa grand-mère, parce qu'elle ne pouvait plus payer les 15 francs par jour que coûtait le traitement, était venue la chercher pour la ramener dans son village, la condamnant ainsi à une mort certaine.

Abandon de la recherche et du développement pour les maladies tropicales, prix prohibitifs des médicaments pour les malades des pays pauvres : comment agir pour renverser cette situation révoltante ? La campagne de Médecins sans frontières se déploie sur trois niveaux.

C'est d'abord une campagne de terrain qui s'appuie sur le travail et l'expérience de médecins confrontés, in vivo, à l'absence de solution pharmaceutique pour les populations qu'elles soignent.

Ainsi, en Ouganda, MSF mène un programme de lutte contre la trypanosomiase, c'est à dire la maladie du sommeil, transmise par la piqûre de la fameuse mouche tsé-tsé. Cette maladie, que l'on croyait éradiquée, est réapparue à la suite de l'effondrement des systèmes de santé et du déplacement massif de populations dans des pays comme l'Ouganda, le Congo-Kinshasa ou le Soudan. Cette maladie, que l'on pourrait parfaitement soigner, fait aujourd'hui 150 000 morts par an selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé.

Or, les médecins n'ont à leur disposition que d'anciens médicaments, de moins en moins efficaces. Un médicament, cependant, pourrait garantir un traitement approprié, c'est l'eflornithine. Celui-ci, après avoir été commercialisé par le laboratoire Merell Dow, à un prix très élevé, n'est désormais plus disponible. Sa production a été stoppée faute de rentabilité. Depuis trois ans, le trust Marion Roussel Hoescht, qui a racheté Merell Dow, a offert les droits de commercialisation à l'Organisation mondiale de la santé. Alors MSF, avec d'autres, essaie de convaincre un autre laboratoire de produire cette molécule en lui garantissant un certain volume d'achat.

Voilà ce que fait concrètement MSF confrontée aux mêmes types de problèmes sur d'autres terrains. Comme dans les prisons de l'ex-Union soviétique où un malade sur quatre de la tuberculose est condamné à mort parce qu'il présente des multirésistances aux traitements disponibles ; comme en Thaïlande ou au Cambodge où nos équipes conduisent des programmes curatifs contre le Sida sans pouvoir disposer des bi ou des tri-thérapies.

Nous pensons que cette connaissance et cette expérience de terrain donne plus de crédibilité à MSF pour mener campagne à un deuxième niveau : les propositions. Celles-ci tournent autour de deux axes :

- en premier lieu, il s'agit de permettre aux pays pauvres d'utiliser tous les moyens dont ils peuvent disposer pour s'approvisionner en médicaments essentiels ; au niveau du droit international, deux dispositions existent - les licences obligatoires et les importations parallèles - qui autorisent un Etat, en cas d'urgence sanitaire, de produire lui-même des médicaments, quitte à copier des brevets existants ou d'en acquérir au meilleur prix, au détriment de la pure logique commerciale ; MSF soutient d'ailleurs certains états comme la Thaïlande ou l'Afrique du Sud qui essaient de profiter de ces dispositions particulières actuellement encore en vigueur dans les accords de commerce international ; et naturellement, vous l'avez compris, ce sont ces dispositions particulières que le lobby pharmaceutique mondial souhaite voir abroger à l'occasion du prochain round de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

- en second lieu, il s'agit de réunir autour d'une même table de travail les laboratoires, les Etats riches et les organisations internationales compétentes pour tenter de définir une nouvel ordre mondial en matière de recherche afin de trouver les solutions, financières principalement, pouvant permettre des avancées rapides et concrètes dans le domaine des maladies transmissibles propres aux pays pauvres.

Mais nous savons bien que, ce faisant, nous touchons à la logique d'un système qui ne

pourra changer que sous la pression de l opinion publique internationale : voilà pourquoi notre campagne se déploie également à un troisième niveau, celui de l Interpellation.

Au fond, les questions que nous posons - et que nous allons poser systématiquement poser à tous les grands décideurs publics et privés - sont très simples. Le médicament est-il une marchandise comme les autres, au même titre que l automobile ou le téléphone portable ? Peut-on laisser les traitements qui sauvent la vie soumis à la seule loi du marché ?

C est la raison pour laquelle Médecins sans frontières demande, à la veille de l ouverture du sommet de Seattle, que soit décrétée d urgence l exception sanitaire, au même titre que l exception culturelle. Parce que nous ne pouvons pas nous résoudre à ce que la loi du marché, en matière pharmaceutique, continue à empêcher de sauver des millions de vies.

Chers amis,
En conduisant une campagne de terrain, de propositions et d Interpellation sur l accès des populations défavorisées aux médicaments essentiels, nous avons bien conscience de rejoindre d autres combats d autres Ong ou associations. C est pourquoi nous serons présents au contre-sommet de Seattle. Et c est pourquoi je conclurai en disant simplement ceci : puisque nos routes se croisent, faisons donc un bout de chemin ensemble !

Pour plus d Informations :
office@paris.msf.org
http://www.paris.msf.org/